



## Retraite : le refus du dialogue, encore et toujours !

En activant la procédure de vote bloqué au Sénat, le gouvernement verrouille, une fois de plus, le débat et musèle l'opposition à son projet sur les retraites. Le millier d'amendements qui restaient à examiner fera en effet l'objet d'un vote unique.

Autre signe de l'absence de dialogue : Emmanuel Macron a opposé une fin de non-recevoir à la demande de l'intersyndicale de le rencontrer ([lire ici](#)), sous prétexte de son « devoir de respecter ce temps parlementaire qui se déroule actuellement et qui est l'essence même de notre démocratie » ([lire ici](#)).

Emmanuel Macron ose affirmer que « de nombreuses évolutions » et « d'autres avancées » ont été apportées au projet, après des « concertations menées » avec « l'ensemble des partenaires sociaux et des groupes parlementaires ». A se demander pourquoi l'intersyndicale, toujours aussi soudée, appelle depuis janvier à des grèves et des manifestations suivies par des millions de personnes...

Le mot d'ordre reste le même : obtenir le retrait de ce projet injuste et brutal, qui consiste essentiellement à reculer l'âge de la retraite de 62 à 64 ans et à accélérer le passage à 43 du nombre d'annuités nécessaires.

L'intersyndicale a appelé « à une nouvelle mobilisation interprofessionnelle ce samedi 11 mars » et « à une journée de manifestations et de grève, le mercredi 15 mars, jour de la commission mixte paritaire, moment important du calendrier parlementaire ».

Le SNJ-CGT appelle les journalistes à participer en masse à la grève et aux manifestations. Comme toutes les salariées et tous les salariés, les journalistes subiraient les effets catastrophiques de ce projet, en particulier les plus précaires d'entre elles et eux.

**Montreuil, le 10 mars 2023.**